

Déclaration des Principaux du Comité permanent interorganisations sur la République Démocratique du Congo

Des niveaux de violence écrasants et les déplacements alimentent des souffrances civiles sans précédent

30 avril 2024

NEW YORK/GENÈVE/ROME/WASHINGTON – L'escalade du conflit entraîne des niveaux records de violence sexiste, de déplacements et de faim à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), menaçant de pousser le pays au bord de la catastrophe sans action internationale urgente.

Des décennies de conflit et l'urgence humanitaire qui en résulte ont déjà épuisé et traumatisé des millions de civils. Rien qu'au cours des derniers mois, plus de 700 000 personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers, portant le nombre total de personnes déplacées à un niveau record de 7,2 millions.

Il est essentiel de veiller à ce qu'une aide suffisante parvienne rapidement et sans entrave aux civils dans le besoin. Mais le plan de réponse humanitaire de cette année est terriblement sous-financé, avec seulement 16 pour cent du montant nécessaire de 2,6 milliards de dollars. L'écart entre des besoins en augmentation rapide et des ressources suffisantes signifie que des millions de personnes se retrouvent sans le soutien vital dont elles ont besoin.

Ce manque de ressources aggrave la crise en obligeant les organisations humanitaires à réduire leur aide, avec comme conséquence un impact exorbitant sur les femmes et les filles. Le manque de protection et de sécurité dans les camps de déplacés surpeuplés signifie que de nombre d'entre elles sont obligées d'échanger des relations sexuelles pour survivre et subvenir aux besoins de leur famille. Lorsqu'elles s'aventurent dehors pour aller chercher du bois de chauffage, de l'eau ou pour travailler, elles sont également exposées à des niveaux effroyables de violence sexuelle.

La violence basée sur le genre a atteint des niveaux sans précédent, avec une augmentation record entre 2022 et 2023. La stigmatisation et la peur des représailles empêchent de nombreuses survivantes de se manifester. Outre la violence sexuelle, les enfants sont également exposés à d'autres menaces, y inclus enlèvements, meurtres, mutilations et recrutement par des groupes armés.

Les auteurs de violations des droits de l'homme doivent être tenus pour responsables de leurs crimes. En vertu du droit international humanitaire, les civils doivent être protégés.

Plus de 25 millions de personnes – un quart de la population – continuent d'être confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire de crise ou d'urgence en RDC, un pays confronté à l'une des plus grandes crises alimentaires au monde. Le choléra et la rougeole se propagent également rapidement alors que le secteur de la santé continue de se détériorer. Les extrêmes climatiques aggravés par El Niño constituent une menace supplémentaire pour les familles déjà en difficulté.

Pour mettre fin à l'escalade de la crise humanitaire en RDC, il faut s'attaquer à ses causes profondes : le conflit, l'exploitation des ressources naturelles, les flux financiers illicites, les inégalités entre les sexes et les déficits de développement.

Nous devons intensifier notre soutien au peuple congolais, notamment aux femmes et aux filles qui subissent ce conflit de plein fouet, alors qu'elles s'efforcent de reconstruire leurs vies et leurs moyens de subsistance et de rentrer chez elles. La communauté internationale doit mobiliser des ressources supplémentaires pour la réponse humanitaire et le soutien aux organisations de la société civile – ainsi que la volonté politique de mettre fin une fois pour toutes à la violence.

Signataires:

- M. Martin Griffiths, Coordonnateur des secours d'urgence et Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires (**OCHA**)
- Mme Sofia Sprechmann Sineiro, Secrétaire générale, (**CARE International**)
- Dr Qu Dongyu, Directeur général, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (**FAO**)
- Mme Nimo Hassan, présidente du Conseil international des agences bénévoles (**ICVA**)
- M. Jamie Munn, directeur exécutif, Conseil international des agences bénévoles (**ICVA**)
- Mme Amy E. Pope, directrice générale, Organisation internationale pour les migrations (**OIM**)
- M. Tom Hart, Président et Directeur général (**InterAction**)
- Mme Tjada D'Oyen McKenna, Directrice générale, **Mercy Corps**
- M. Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (**OHCHR**)
- Mme Janti Soeripto, Présidente et Directrice générale de **Save the Children**
- Mme Paula Gaviria Betancur, Rapporteuse spéciale des **Nations Unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (RS sur les droits de l'homme des personnes déplacées)**
- M. Achim Steiner, Administrateur, Programme des Nations Unies pour le développement (**PNUD**)
- M. Michal Mlynár, Directeur exécutif par intérim, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (**ONU-Habitat**)
- M. Filippo Grandi, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (**HCR**)
- Dr Natalia Kanem, Directrice exécutive, Fonds des Nations Unies pour la population (**UNFPA**)
- Mme Catherine Russell, Directrice exécutive, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (**UNICEF**)
- Mme Sima Bahous, Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive d'**ONU Femmes**
- Mme Cindy McCain, Directrice exécutive, Programme alimentaire mondial (**PAM**)
- Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général, Organisation mondiale de la santé (**OMS**)
- M. Andrew Morley, Président et Directeur général (**World Vision International**)